

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 999

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Domaine

Public

DP

999

J.A. 1000 Lausanne 1
14 juin 1990

Hebdomadaire romand
Vingt-septième année

Neutralité et commerce

Une chute peut en provoquer une autre. L'écroulement du mur de Berlin entraîne celui du système du COCOM. Créé en 1949 à l'initiative des Etats-Unis, ce Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations a établi de longues listes de produits mettant en œuvre des technologies avancées et dont l'exportation à destination des pays de l'Est est prohibée. Le COCOM comprend tous les membres de l'OTAN (sauf l'Islande), plus le Japon et l'Australie. Les pays visés par l'embargo sont ceux du Pacte de Varsovie, plus l'Albanie, la Chine, la Corée du Nord, la Mongolie extérieure et le Vietnam.

Issu de la guerre froide, le COCOM a été créé par simple accord intergouvernemental; il n'a pas d'existence juridique ni de siège officiel — ses réunions se tiennent traditionnellement dans une annexe de l'Ambassade des Etats-Unis à Paris. La mise en œuvre des décisions qui y sont prises passe donc par les législations nationales des pays participants.

Se pose évidemment, pour l'efficacité d'un tel système, le problème des pays tiers, dont certains produisent eux-mêmes, ou peuvent acquérir assez facilement, des technologies de pointe mises à l'embargo. S'agissant de la Suisse, elle est de longue date bonne élève du COCOM. Depuis 1951, les autorités suisses délivrent des certificats en vertu desquels les titulaires s'engagent à importer des marchandises stratégiques en Suisse et à ne pas les réexporter sans autorisation. Selon l'Ordonnance du 7 mars 1983, la Suisse soumet par ailleurs à un permis d'exportation toute une série de marchandises correspondant aux listes du COCOM.

Interpellé à ce sujet en automne 1984, le Conseil fédéral ne voyait pas dans la participation de la Suisse à ce boycott la moindre entorse au principe de l'universalité des relations commerciales voulue par notre politique de neutralité. Au contraire, le gouvernement estime qu'«il serait pour le moins contestable que la Suisse devienne une plaque tournante pour des affaires de détournement dans ce

litige économique - technologique entre les deux puissances» (dont l'identité n'est pas précisée!) Bref, tout le contraire de l'argumentation avancée pour ne pas participer à l'embargo antiapartheid; il est vrai que l'Afrique du Sud était un partenaire commercial jusqu'ici plus intéressant que les Etats de l'Est européen.

Or voici que le COCOM s'ouvre à l'Est. Dans sa très récente conférence, décision a été prise de supprimer dès le 1^{er} juillet prochain 30 des 116 secteurs de produits figurant jusqu'ici sur les listes d'interdiction. Les allègements concernent trois domaines importants: télécommunications, ordinateurs et machines-outils. Tous les pays destinataires profitent de ces assouplissements, y compris l'URSS, dans une mesure variant selon leur «mérite démocratique» — la RDA bénéficiant pour sa part de la suppression de tout contrôle.

Une fois de plus, comme à tous les coups, la Suisse va sans doute suivre les instructions venues de l'annexe de l'Ambassade américaine à Paris. Reste à déterminer à quel rythme, mais cela importe moins que le principe même: à l'heure où, à propos de l'Europe, beaucoup parlent de neutralité, d'indépendance, d'autonomie nationale, de liberté de commerce transfrontière, etc, il est bon de rappeler que, depuis les beaux temps de la guerre froide, la Suisse reçoit des ordres de l'étranger pour la mise en œuvre de sa politique économique extérieure.

On peut estimer ou non que la fin justifiait en l'occurrence les moyens. Mais il fallait le dire; or, Berne n'a rien dit pendant des années sur ce sujet tabou. Et maintenant, il est urgent pour l'exécutif de dire ce qu'il entend faire au début du mois prochain. Pas d'hésitation, sur le fond: la Suisse, une fois de plus, se mettra d'elle-même au fixe.

Comme l'actuel ministre de l'Economie publique, alors chef du DMF en voyage aux Etats-Unis, écoutant la main sur le cœur, aux côtés du président Reagan, l'hymne national pour la montée de la bannière étoilée.

YJ